

Deux chefs d'Etat au sommet régional sur le Burundi à Bujumbura

PANA, 04/12/2008 Bujumbura, Burundi - Les présidents ougandais, Yoweri Museveni, et zambien, Rupiah Banda, sont les seuls à avoir répondu présents au sommet régional sur le processus inter burundais de paix dont l'ouverture solennelle était prévue, jeudi, en début d'après-midi, à Bujumbura, apprend-on de source diplomatique dans la capitale burundaise. Le chef de l'Etat ougandais est en même temps président de l'Initiative régionale de paix pour le Burundi qui regroupe une vingtaine de pays. Elle en est aujourd'hui à une vingtaine de sommets qui ont abouti à la reddition de six des sept ex-mouvements rebelles du pays.

Le Parti pour la libération du peuple hutu/Front national de libération (PALIPEHUTU-FNL) est la dernière rébellion encore active au Burundi. Pour la rencontre de Bujumbura, le Rwanda et la Tanzanie ont dépêché leurs Premiers ministres, tandis que le Kenya s'est fait représenter par son vice-président, Kalonzo Musyoka. Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Jean Ping, a également fait le déplacement de Bujumbura pour assister au sommet dit de la « dernière chance » par nombre d'observateurs des questions politiques sur le Burundi. Le ministre sud-africain de la Défense nationale et médiateur principal dans le conflit burundais, Charles Nqakula, est également arrivé, jeudi matin à Bujumbura, en compagnie du leader du PALIPEHUTU-FNL, Agathon Rwaso. Le chef rebelle burundais rentrait d'une mission de concertation à Pretoria avec la médiation sud-africaine. Les cérémonies officielles devraient débuter à la mi-journée par un dîner offert par le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, à ses hôtes de marque, avant l'ouverture solennelle du sommet. Concernant les travaux proprement dits, d'importantes décisions sont attendues du sommet régional sur la paix au Burundi dont la clôture est prévue en fin d'après-midi. Les parties burundaises sont déjà liées par un accord global de cessez-le-feu mais dont la mise en application effective bute encore sur le partage du pouvoir et les modalités pratiques d'un cessez-le-feu et d'une paix durables. Toutes ces questions encore pendantes dans l'accord de septembre 2006 doivent avoir trouvé des solutions avant la date butoir du 31 décembre prochain, selon un vieux calendrier de l'initiative régionale de paix pour le Burundi assorti de menace de sanctions à l'encontre de la partie burundaise qui se sera rendue coupable de blocages.